La division régionale, sociologique et ethnique du Pérou, exprimée dans les résultats des élections du 6 juin 2021, montre la validité de la pensée de José Carlos Mariátegui. Le mépris de l'élite de Lima pour les indigènes n'a pas pu empêcher la victoire d'un candidat pauvre, paysan, désigné par un parti mariatéguiste.

La division régionale, sociologique et ethnique du Pérou exprimée dans les résultats des élections qui se sont déroulées le 6 juin souligne la pertinence des réflexions de José Carlos Mariátegui (1894-1930). Considéré comme le fondateur du marxisme latino-américain dans le sens où il a été le premier marxiste à faire une interprétation originale de la réalité latino-américaine à partir du marxisme, le révolutionnaire péruvien a souligné il y a près d'un siècle que le Pérou était un pays fracturé par les divisions produites par sa classe dirigeante.

En plus de la division entre la ville et a campagne, la faible intégration nationale a ainsi créé un fossé qui sépare la côte, les hauts plateaux (andins) et la région amazonienne. Dans son analyse, l'élite de Lima méprisait profondément l'identité indigène et ce mépris était partagé par les secteurs urbains de la classe moyenne. Cela exprimait leur perspective subordonnée et l'absence d'un projet national : « les bourgeoisies nationales, qui voient dans la coopération avec l'impérialisme la meilleure source de profit, estiment qu'elles contrôlent suffisamment le pouvoir politique pour ne pas se préoccuper sérieusement de la souveraineté nationale ».

Dans son interprétation, il était clair qu'il n'y aurait pas de révolution bourgeoise au Pérou puisqu'il n'y avait pas de sujet social intéressé par elle et qu'en conséquence la seule alternative concrète de transformation serait une révolution socialiste. Mariátegui ajoute à son analyse la centralité de la question foncière (la nécessité d'une réforme agraire et la liquidation des latifundia) et de la question indigène, profondément imbriquée avec la question foncière. Pour Mariátegui, il ne peut y avoir de révolution socialiste au Pérou que si le peuple indigène est incorporé comme partie fondamentale du sujet révolutionnaire.

L’actualité de Mariátegui

Le président du Pérou récemment élu, Pedro Castillo, l’a été par le biais du Parti Politique National Pérou Libre du Pérou (PPNPL), qui se définit comme « marxiste-léniniste-mariatéguiste » et comme une « gauche de la campagne » qui représente le « Pérou profond« . Nous savons que même le Sentier Lumineux s’est présenté comme mariatéguiste, ce qui est totalement injustifiable.

Mais l’organisation Pérou Libre est effectivement cohérente avec la proposition mariatéguiste en mettant l’accent sur les demandes concrètes des paysans péruviens : réforme agraire, droits sociaux, éducation et santé. Elle est également profondément mariatéguiste dans le radicalisme avec lequel elle a soutenu, jusqu’à présent, les éléments centraux de ce programme de revendications, sans renoncer à le défendre même dans le contexte du second tour de l’élection où pratiquement tous les médias et les principaux partis politiques étaient contre.

Les élections péruviennes sont d’une importance capitale. Le Pérou est le quatrième pays le plus peuplé du continent, le plus dévasté par la pandémie au monde (avec la récente correction des données, il a dépassé le chiffre incroyable de cinq mille morts pour un million) et c’est probablement le seul pays au monde qui a porté l’engouement pour l’immunité par la contamination au-delà du Brésil, avec comme facteur aggravant la grande précarité de son système de santé.

Il ne s’agissait pas d’une élection normale, mais d’une élection qui s’est déroulée dans un contexte de crise organique et d’une profonde crise de représentation des principaux partis. Au premier tour, les quatre candidats ayant reçu le plus de votes, Pedro Castillo, Keiko Fujumori, López Aliaga (le « Bolsonaro péruvien ») et Hernando de Soto (un technocrate ultra-libéral), se sont présentés, depuis différentes perspectives idéologiques, comme des candidats antisystème.

Le candidat *d’Acción Popular* est arrivé en cinquième position avec 9 % et la candidate de centre-gauche Veronika Mendoza (*Nuevo Perú*), qui était en tête de la course au début de la campagne électorale, a terminé sixième avec 7,6 %. Au second tour, les principaux candidats (à l’exception de Veronika Mendoza, qui a soutenu Pedro Castillo, et de Yonhi Lescano d’*Acción Popular,* qui n’a soutenu aucun candidat) se sont ralliés à Keiko Fujimori. Avec la bénédiction de Vargas Llosa, les libéraux ont embrassé la fille du dictateur contre le fantôme du communisme.

Une victoire indigène

Les résultats confirment que le pays est profondément fracturé. Keiko Fujumori a gagné largement dans la région de Lima (65%) et dans la ville de Callao (67%), avec une différence de plus de deux millions de voix. Sur les 23 régions intérieures du pays, Keiko Fujimori n’a gagné que dans sept d’entre elles : les provinces amazoniennes de Loreto et Ucayali et les provinces côtières de Tumbes, Piura, Lambayeque, La Libertad et Ica et même dans ces régions la victoire est due aux résultats obtenus dans les plus grandes villes.

En revanche, Pedro Castillo a nos seulement gagné dans les 16 autres régions, mais en

plus, il a obtenu des taux impressionnants dans les principales provinces andines : 89% à Puno, 83% à Cusco, 81% à Apurímac, 82% à Ayacucho, 85% à Huancavelica, 73% à Moquegua, 68% à Huánuco, 66% à Pasco et 71% à Cajamarca. Il s'agit de différences impressionnantes obtenues dans des régions fortement indigènes, marquées par des cultures et des formes d'organisation sociale traditionnelles qui résistent systématiquement aux effets de la dévastation néolibérale.

Dans un pays où 40% de la population est concentrée dans la région de Lima (y compris Callao), il semblait impossible pour un candidat de gagner les élections sans disposer de bases importantes dans la capitale, sans conclure de larges alliances politiques, en maintenant un programme économique très radical et en étant ostensiblement attaqué par les médias. Dans un contexte de crise organique, c'est cependant le contraire qui s'est produit et c'est probablement le radicalisme avec lequel il a défendu son programme et est resté fidèle à sa base sociale organisée qui a déterminé sa victoire.

*

Article publié d'abord par *Jacobin Latin América* puis traduit par Christian Dubucq pour *Contretemps*.

Docteur en histoire de l'Universidade Federal Fluminense (UFF) et professeur d'histoire à l'Universidade Estadual do Oeste do Paraná (UNIOESTE), Gilberto Calil effectue des recherches sur le fascisme, l'hégémonie, l'État et le pouvoir, Gramsci et Mariátegui.